

Vie de la recherche

Une recherche collaborative pour analyser la conférence Paris Climat 2015 : le projet ClimaCOP

Jean Foyer¹, Édouard Morena²

¹ Sociologue, CNRS, ISCC, 75013 Paris, France

² Sociologue, University of London Institute in Paris, 75007 Paris, France

Mots-clés :

environnement ;
recherche ;
changement
climatique ; études
collaboratives ;
COP 21

Résumé – Le projet ClimaCOP propose une analyse collaborative de la COP 21 qui aura lieu à Paris en décembre 2015. Il s’articule autour d’un collectif multidisciplinaire d’une trentaine de chercheurs en sciences sociales, spécialistes des questions environnementales. Un des intérêts principaux de ClimaCOP réside dans sa problématique autour du mouvement dialogique entre « globalisation du climat » et « climatisation du monde ». La question climatique s’est en effet globalisée au sens où elle s’est « chargée » d’enjeux tels que le développement ou l’énergie, bien au-delà du simple cadrage environnemental. Symétriquement, de plus en plus d’acteurs ont été amenés à « climatiser » leurs discours, c’est-à-dire à reproblématiser leurs thématiques centrales (par exemple, l’agriculture ou la biodiversité) en termes climatiques. Le projet ClimaCOP est également original par sa méthodologie collaborative qui permettra d’appréhender collectivement un méga-événement transnational comme la COP 21, caractérisé par une diversité d’acteurs, de conférences, de réunions, d’initiatives et de lieux de discussion, ainsi que par la grande variété des questions traitées.

Keywords:

environment; climate
change; collaborative
research; COP 21

Abstract – A collaborative research to analyse the COP 21 in Paris: ClimaCOP project. ClimaCOP is a collaborative research project that focuses on the December 2015 COP21 Climate Conference in Paris. It brings together a diverse group of social scientists all working on environmental issues. The originality of the ClimaCOP project results from its focus on the dialogical movement between the “globalization of the climate” and the “climatization of the world”. The climate issue has become a global one in the sense that it has “taken on” new issues such as development or energy; issues that transcend the sole environmental framework. Simultaneously, a growing number of actors have started to “climatize” their discourses. They are re-framing their primary areas of work (for instance agriculture or biodiversity) in “climate terms”. The ClimaCOP project’s originality also stems from its collaborative methodology. This should enable us to better apprehend a transnational mega-event such as the COP21, characterized by the number and diversity of actors involved, the meetings, initiatives, and discussions organized, and the issues addressed.

Le contexte : la COP 21 au cœur de la gouvernance globale

L’année 2015 est une année déterminante au niveau international pour la gouvernance globale de

l’environnement et du développement. Non seulement se négocient à New York les nouveaux Objectifs du développement durable et le renouvellement des Objectifs du millénaire pour le développement, mais, surtout, la 21^e conférence des parties (COP 21) de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques

Auteur correspondant : J. Foyer, foyerjean@gmail.com

É. Morena est également chercheur associé au Laboratoire Dynamiques sociales et recompositions des espaces (UMR 7533 Ladyss).

(CCNUCC¹), qui se tiendra à Paris en décembre, se présente comme l'opportunité de relancer le multilatéralisme environnemental enlisé depuis l'échec traumatique des négociations de Copenhague en 2009 (COP 15²). Plus haute autorité de prise de décision de la CCNUCC, la COP est l'association de tous les pays parties à la Convention (195 pays l'ont ratifiée à ce jour, à l'exception notable des États-Unis). Elle réunit une fois par an plusieurs milliers de personnes pour tenter de faire avancer l'un des processus de négociations les plus disputés de l'histoire onusienne. La prochaine COP, la COP 21, est régulièrement désignée comme celle « de la dernière chance » ; elle est censée aboutir à un nouvel accord international sur le climat, applicable à tous les pays dès 2020, dans l'objectif de maintenir la hausse moyenne de température à la surface du globe en deçà de 2 °C. Chaque COP ne se limite cependant pas aux négociations entre les pays parties à la Convention ; de nombreux événements parallèles rassemblent jusqu'à 50 000 participants représentant des États, des institutions, des ONG, des entreprises (Dahan, 2009). En réunissant dans un même lieu et au même moment des acteurs très divers se positionnant tous sur l'une ou l'autre des diverses dimensions de la question climatique, cet événement constitue un objet d'étude privilégié pour saisir les évolutions d'une gouvernance environnementale globale encore en gestation.

Lancé en 2014 et soutenu par l'Institut francilien recherche innovation société (Ifris), le GIS Climat environnement société et la région Île-de-France (Réseau de recherche sur le développement soutenable [R2DS]), le projet ClimaCOP³ a pour objet d'étudier la COP 21. Il part du constat que le climat représente une problématique scientifiquement et politiquement construite comme planétaire (Taylor et Buttel, 1992 ; Edwards, 2010 ; Miller, 2004 ; Mahrane *et al.*, 2012), mais aussi capable de cristalliser toute une série d'enjeux qui transcendent les divisions sectorielles entre questions scientifiques, environnementales, économiques ou politiques. Le projet ClimaCOP constitue un dispositif original de recherche collaborative pour analyser les événements internationaux. Déjà éprouvé lors du Sommet de la Terre Rio+20 en 2012, ce dispositif sera remis en œuvre pour la

COP 21 sur la base d'un collectif multidisciplinaire d'une trentaine de chercheurs en sciences sociales, spécialistes des questions environnementales. Ce projet est original par sa problématique, le mouvement dialogique entre globalisation du climat et climatisation du monde. Il est également original par sa méthodologie collaborative qui permettra d'appréhender collectivement un méga-événement transnational comme la COP 21.

Un collectif multidisciplinaire

Coordonnée par Jean Foyer (ISCC), Édouard Morena (University of London Institute in Paris), Amy Dahan (CNRS, Centre Alexandre Koyré) et Stefan Aykut (Laboratoire Techniques Territoires et Sociétés), l'équipe mobilisée pour ClimaCOP reconduit pour l'essentiel le collectif du projet Écoverio, né en 2011 pour étudier la Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio+20) qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juillet 2012⁴. À ce collectif initial se sont joints des collègues spécialistes de la question climatique sur des aspects aussi divers que la dynamique des négociations internationales, les rapports entre science et politique et la médiatisation de ce thème.

L'équipe au complet regroupe donc des spécialistes de la question environnementale dans diverses disciplines des sciences sociales (anthropologie, sociologie politique, sociologie et histoire des sciences, géographie, économie, science politique...). Le type d'interdisciplinarité pratiquée est donc directement lié à un objet commun, l'environnement et ses modes de gouvernance. Il est également et surtout lié à une manière générale d'aborder cet objet, qu'on pourrait appeler « approche politique des questions environnementales⁵ ». Dans le cadre de cette approche, les questions environnementales ne sont pas appréhendées dans une perspective naturaliste, mais en tant qu'enjeux impliquant des dimensions humaines à la fois culturelles, politiques, juridiques, économiques et sociales. La gouvernance de l'environnement – entendue de manière très large comme les jeux d'acteurs et les rapports de force, jouant à différentes échelles sur des thématiques instituées comme la biodiversité ou le climat – est donc celle qui a mené la plupart des chercheurs du collectif à s'intéresser à des objets tel que la COP 21.

¹ La CCNUCC « met en place un cadre global de l'effort intergouvernemental pour faire face au défi posé par les changements climatiques » (cf. http://unfccc.int/portal_francoophone/essential_background/convention/items/3270.php).

² Cette COP aurait dû déboucher sur un nouvel accord international prenant le relais pour la période post-2012 du protocole de Kyoto adopté en 1997. L'échec de ces négociations a entraîné une crise profonde qui se fait encore sentir, non seulement dans le processus de négociations mais également au sein de la société civile mobilisée autour des enjeux climatiques.

³ Une présentation du projet et de l'équipe est disponible sur <http://climacop.hypotheses.org>.

⁴ Le projet Écoverio a réuni une quinzaine de chercheurs français. Mené entre 2012 et 2014, il a débouché sur la publication d'un ouvrage intitulé *Regards croisés sur Rio+20 : la modernisation écologique à l'épreuve* (Foyer, 2015).

⁵ Certains membres se revendiquent explicitement du courant de la *Political Ecology* (Gautier et Benjaminsen, 2012). Si nous partageons, pour la plupart, les questions et les approches de ce courant spécifique, nous préférons ici le terme plus englobant d'approche politique de l'environnement.

L'équipe bénéficie également d'une solide expérience des événements internationaux (Rio+20, COP biodiversité, COP Climat, forums sociaux mondiaux et européens...) et des dynamiques internes de différentes institutions et de divers forums internationaux (FAO, Banque mondiale, forums indigènes...). Elle peut également compter sur les compétences de spécialistes d'anthropologie des relations internationales, courant qui contribue à déplacer les méthodes de l'anthropologie en dehors des cadres traditionnels dans lesquels elle s'est forgée (Bellier, 2012 ; Müller, 2012). En décentrant le regard par rapport au rôle des États, en mettant en avant les modalités concrètes de fonctionnement de ces institutions (dispositifs et formats de présentation, modes d'élaboration des textes en négociation ou encore techniques de négociation) par une attention aux processus microsociaux, en s'intéressant aux imaginaires qu'elles produisent et font circuler, l'anthropologie des institutions internationales contribue à mieux appréhender le rôle de fabrique du consensus de ces institutions, sans oublier d'en révéler les profondes ambiguïtés en termes de gouvernance (Bellier, 2012 ; Müller, 2013).

Climatiser le monde, globaliser le climat

Le collectif ClimaCOP part du constat que ce qui se joue autour des négociations de la CCNUCC dépasse largement la seule question du climat. Évoquer cette question, c'est parler d'une gouvernance globale en devenir, de développement, de futurs énergétiques, du rapport à la science et à la technologie ou encore de visions de l'environnement. En quelque sorte, le climat joue une fonction totémique d'incarnation d'enjeux sociaux, politiques et environnementaux qui se croisent et s'entremêlent.

La question climatique s'est en effet globalisée au sens où elle s'est chargée de nombreux autres problèmes (de développement et d'énergie, en particulier) qui interviennent dans les négociations (Aykut et Dahan, 2014) au point de devenir « obèse » (Aykut et Dahan, 2015). Symétriquement, toute une série d'acteurs s'est raccrochée à la question en redéfinissant ses centres d'intérêt en termes climatiques.

C'est l'analyse de ce double mouvement dialogique entre, d'une part, l'extension de la problématique climatique (globalisation du climat) et, d'autre part, l'alignement sur cette même problématique (climatisation du monde), qui est au cœur du projet ClimaCOP.

Ainsi, en prenant notamment l'exemple de la biodiversité, le projet cherchera à montrer, d'un côté, comment la thématique climat agit comme un pôle d'attraction pour le secteur de la biodiversité (prédominance du régime climat à l'international, suivisme de l'IPBES par

rapport au GIEC⁶) et, d'un autre côté, comment certaines questions propres au champ de la biodiversité (savoirs locaux, services écosystémiques...) pénètrent peu à peu et reconfigurent l'arène climatique.

Les objectifs du projet : cartographier les espaces du climat

Du fait de l'importance qu'on lui accorde et de ses enjeux immédiats (écologiques, diplomatiques, politiques, économiques...), la COP 21 agit comme un point de jonction entre une multitude d'acteurs – institutionnels, privés, étatiques – et d'intérêts liés, de près ou de loin, au régime climatique. L'objectif de ce projet est de proposer une cartographie des divers espaces, à la fois sociaux et physiques, dans lesquels se meuvent ces acteurs, cela pour clarifier les enjeux et les termes des nombreux débats sur la question climatique.

Il s'agira donc de développer un cadre d'analyse qui fasse à la fois état de la complexité des rapports entre acteurs et permette de les ordonner de façon cohérente. En sciences sociales, plusieurs concepts ont été avancés pour analyser les jeux d'acteurs (champs, arènes, espaces...). Parmi ceux-ci, nous retenons celui d'espace en nous inspirant de la définition qu'en a donné Lilian Mathieu, à savoir « un univers de pratique et de sens relativement autonome à l'intérieur du monde social, et au sein duquel les mobilisations sont unies par des relations d'interdépendance » (Mathieu, 2007). La notion d'espace nous paraît particulièrement pertinente et adaptée à l'analyse des acteurs engagés dans la COP puisqu'elle peut également renvoyer à l'idée d'espace physique/géographique. Comme nous l'avons constaté dans nos travaux sur Rio+20, les méga-conférences onusiennes agrègent une multitude d'espaces physiques plus ou moins autonomes et homogènes. Concrètement, on explorera ainsi comment se décline notre problématique (globalisation du climat, climatisation du monde) en fonction de quatre grands espaces sociaux : les négociations internationales, les entreprises, la société civile et les médias. À chacun de ces espaces correspond un sous-groupe du projet et donc, une certaine division sociale du travail au sein de ce dernier.

Le travail collectif nous permettra dans un second temps d'étudier les interactions entre ces espaces et leur degré d'interdépendance et d'influence réciproque. Il s'agira notamment d'analyser la circulation d'informations et de personnes entre ces espaces et les stratégies

⁶ L'Intergovernmental Platform on Biodiversity and Ecosystem Services (IPBES) est une plateforme internationale d'experts de la question de la biodiversité qui, dans ses procédures institutionnelles ou ses cadrages scientifiques, s'inspire largement du GIEC.

individuelles et collectives développées pour faciliter – ou restreindre – cette circulation. Nous serons particulièrement attentifs au rôle joué par toute une série d'acteurs, d'instruments et de processus (il s'agira, par exemple, d'identifier et d'étudier le rôle joué par les entrepreneurs de politique⁷) favorisant cette circulation (Nay, 2012).

Méthodologie : l'étude collaborative des événements internationaux

Du fait de leur taille et de leurs contours particulièrement flous, on peut faire le constat que les « méga-événements transnationaux », comme Rio+20 et la COP 21, constituent des objets particulièrement difficiles à appréhender par un chercheur à un niveau individuel (Little, 1995 ; Pommerole et Siméant, 2008). Devant la diversité des acteurs, événements et lieux de discussions, devant la densité de l'objet et ses débordements en amont et en aval des jours de la conférence, devant la technicité des questions traitées, la constitution d'un collectif de recherche semble être un impératif. Au-delà de cette indispensable mise en commun des compétences, quelles sont les pratiques qui favorisent et facilitent la collaboration aux divers stades du projet (préparation de l'événement, observation, analyse des données...) ? En nous inspirant de notre précédente expérience (Écoverio) et des travaux d'autres collectifs de recherche (Pommerolle et Siméant, 2008 ; Brosius et Campbell, 2010), nous souhaitons approfondir cette question méthodologique.

En amont du Sommet de la Terre (Rio+20), nous nous étions réunis régulièrement et nous avions mis en œuvre un système léger et fonctionnel d'échanges de données via une liste de diffusion et un service de stockage et de partage de fichiers. Nous avons ainsi pu faire circuler les principales informations sur l'événement et sa préparation, mais également des données de première main (fiches-événements, entretiens, synthèses...) utiles au collectif. Dans le cadre du projet ClimaCOP, nous avons réitéré ce dispositif simple d'échanges d'informations et de données en le complétant par la mise en place d'un site internet (*cf.* note 3) permettant de donner au projet une meilleure visibilité. Nous avons également repris un rythme minimal d'une réunion par mois où nous avons évoqué des questions aussi bien logistiques (primordiales dans le cadre d'événements internationaux) que méthodologiques. À un niveau plus théorique et dans l'optique de suivre la préparation de la COP 21, nous nous sommes également réunis chaque mois autour du

séminaire du Centre Alexandre Koyré « Changement climatique et biosphère : expertises, futurs et politiques » coordonné par Amy Dahan, Hélène Guillemot et Stefan Aykut. Deux journées méthodologiques ont aussi été organisées les 5 et 6 juillet 2015 afin de mener, avec différents porteurs de projets internationaux, une réflexion sur les méthodes pour se saisir des méga-événements transnationaux et sur leur signification dans la gouvernance environnementale mondiale⁸. Enfin, la phase de terrain a commencé bien avant la COP à proprement parler, puisque différents événements de préparation à cette dernière (Business and Climate Summit en avril, négociations intermédiaires à Bonn en juin, conférence scientifique « Our Common Future Under Climate Change » à l'Unesco en juillet...) ont permis à une partie du collectif de mener des enquêtes collaboratives préliminaires.

C'est néanmoins le moment de la COP qui constitue le point d'orgue de ce projet. Le collectif se divisera en plusieurs équipes, chacune en charge d'un poste d'observation de la conférence et des événements qui lui sont rattachés.

À Rio, on avait pu observer que la division du travail qu'autorise l'approche collaborative permet entre autres :

- d'échanger les informations et de collecter les documents lors des divers événements ;
- de bénéficier de l'expertise et de l'expérience des autres membres et de leurs réseaux, notamment pour comprendre le déroulement de ce type de conférence et la complexe machinerie onusienne ;
- d'enrichir le regard et les questionnements propres à chaque discipline par ceux des autres disciplines.

Le principal atout de l'observation collaborative d'une telle conférence tient à « l'effet terrain/séminaire permanent » qui en résulte. En plus du débriefing formel chaque jour, les discussions internes au groupe se poursuivent de manière continue, au cours des trajets, des repas, des pauses ou au cours des événements. Tout en prenant soin de ne pas être trop nombreux à suivre les mêmes réunions ou initiatives, les observations ou entretiens à plusieurs (deux ou trois) permettent de croiser les impressions et les interprétations. Le fait de devoir synthétiser pour les autres les points saillants de tel ou tel événement, de discuter ces observations et de confronter les points de vue permet de faire mûrir les hypothèses d'interprétation ou au contraire de les réorienter, d'alimenter en permanence la réflexion et de faire émerger de nouvelles questions.

En aval de la conférence, dans la phase de traitement des données et d'écriture, la dynamique collaborative se poursuivra à travers l'organisation de journées de restitution/discussion (week-end de travail hors les murs,

⁷ Pour Kingdon, les entrepreneurs de politique sont des « personnes prêtes à mobiliser leurs ressources personnelles en échange de politiques futures souhaitées » (Kingdon, 1984, p. 214).

⁸ <https://climacop.hypotheses.org/evenements/atelier-methdologique>.

par exemple) et par la poursuite des réunions mensuelles pour avancer dans l'écriture collective d'articles.

Comprendre la gouvernance globale de l'environnement

Bien au-delà de l'événement lui-même, le projet ClimaCOP permettra d'avancer dans la compréhension de l'évolution des modes de gouvernance globale de l'environnement. Il permettra très certainement de poursuivre et d'affiner les analyses en termes de « schisme de réalité » (Aykut et Dahan, 2015) pour comprendre le déphasage entre, d'une part, une négociation internationale menée selon les principes de la diplomatie internationale et selon un idéal gestionnaire de gouvernance et, d'autre part, la violence des rapports géopolitiques et géoéconomiques mondiaux. L'analyse d'une autre forme de déphasage, cette fois entre une alerte scientifique, qui souligne l'urgence de la situation environnementale, et la faiblesse de la réponse politique, sera également au cœur de nos préoccupations. L'impossible remise en cause de modèles de production et de consommation ou encore les stratégies d'une société civile globale encore largement en construction, seront autant d'enjeux qui pourront aussi être explorés à travers l'étude de la COP 21. Mais au-delà de ces questions, notre problématique autour du mouvement dialogique de globalisation du climat et de climatisation du monde permettra, on l'espère, de réfléchir à la question du climat comme une sorte de laboratoire de la gouvernance globale et peut être plus généralement encore, comme un espace de lutte dans la redéfinition de nos rapports entre nature et société.

Références

- Aykut, S.C., Dahan, A., 2014. La gouvernance du changement climatique : anatomie d'un schisme de réalité, in Pestre, D. (Ed.), *Gouverner le progrès et ses dégâts*, Paris, La Découverte, 97-132.
- Aykut, S.C., Dahan, A., 2015. *Gouverner le climat ? 20 ans de négociations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Bellier, I., 2012. Les peuples autochtones aux Nations unies : un nouvel acteur dans la fabrique de normes internationales, *Critique internationale*, 54, 61-80.
- Brosius, P., Campbell, L., 2010. Collaborative event ethnography: conservation and development trade-offs at the fourth world conservation congress, *Conservation and Society*, 8, 4, 245-255.
- Dahan, A., 2009. Entre Poznan et Copenhague : le régime climatique au milieu du gué, *Natures Sciences Sociétés*, 17, 3, 271-282.
- Edwards, P., 2010, *A vast machine*, Cambridge (MA), MIT Press.
- Foyer, J. (Ed.), 2015. *Regards croisés sur Rio+20 : la modernisation écologique à l'épreuve*, Paris, CNRS éditions.
- Gautier, D., Benjaminsen, T.A., 2012. *Environnement, discours et pouvoir. L'approche Political ecology*, Versailles, Quæ.
- Kingdon, J., 1984. *Agendas, alternatives and public policies*, Boston, Little, Brown and Company.
- Little, P.E., 1995. Ritual, power and ethnography at the Rio Earth Summit, *Critique of Anthropology*, 15, 3, 265-288.
- Mahrane, Y., Fenzi, M., Pessis, C., Bonneuil, C., 2012. De la nature à la biosphère : l'invention politique de l'environnement global, 1945-1972, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1, 113, 127-141.
- Mathieu, L., 2007. L'espace des mouvements sociaux, *Politix*, 77, 131-151.
- Miller, C., 2004. Climate science and the making of global political order, in Jasanoff, S. (Ed.), *States of knowledge: the co-production of science and social order*, London, Routledge, 46-66.
- Müller, B., 2012. Comment rendre le monde gouvernable sans le gouverner : les organisations internationales analysées par les anthropologues, *Critique internationale*, 54, 9-18.
- Müller, B., (Ed.), 2013. *The gloss of harmony. The politics of policy-making in multilateral organizations*, London, MacMillan.
- Nay, O., 2012. How do policy ideas spread among international administrations? Policy entrepreneurs and bureaucratic influence in the UN response to AIDS, *Journal of Public Policy*, 31, 1, 53-76.
- Pommerolle, M.E., Siméant, J. (Eds), 2008. *Un autre monde à Nairobi. Le Forum Social 2007*, Paris, Karthala.
- Taylor, P., Buttel, F., 1992. How do we know we have global environmental problems? Science and the globalisation of environmental discourse, *Geoforum*, 23, 3, 1-11.